



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

pauvreté en France

Question au Gouvernement n° 1152

Texte de la question

PAUVRETÉ EN FRANCE

Mme la présidente. La parole est à M. Fabien Roussel, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Fabien Roussel. Monsieur le Premier ministre, le baromètre de la pauvreté du secours populaire est une nouvelle fois alarmant. La pauvreté s'installe en France, alors que les riches sont de plus en plus riches. Oui, la France devient, année après année, de plus en plus inégalitaire. C'est le fruit de votre politique en faveur des plus riches, qui n'ont jamais gagné autant d'argent ni reçu autant de dividendes. Qui plus est, ils n'ont jamais aussi peu payé d'impôts. C'est également le fruit des plus vieilles politiques ultralibérales, menées depuis des années en France et au nom des traités européens.

Pire, à cause de vos choix, en quelques mois, vous avez réussi à plomber la consommation des ménages et, par conséquent, la croissance : hausse de la CSG pour nos retraités, hausse des mutuelles, des loyers, des factures de gaz, d'électricité, des taxes sur le gasoil et le tabac.

Et en 2019, vous proposez de ne pas augmenter les pensions, les aides personnalisées au logement et les allocations familiales au même rythme que la hausse des prix ! Une nouvelle baisse du pouvoir d'achat se trouve ainsi programmée. Comment voulez-vous que nos entreprises, nos commerces, travaillent plus si les Français consomment moins ?

Monsieur le Premier ministre, les Français ne réclament aucune aumône de votre part, ils veulent juste vivre dignement de leur travail.

D'ailleurs, les communistes ne sont pas les seuls à dénoncer cette politique qui fragilise notre économie, que ce soit sur les bancs de cette assemblée, dans le monde du travail, voire jusqu'à certains économistes issus de divers horizons. (*Applaudissements sur les bancs des groupes FI, GDR et Socialistes et apparentés.*)

Continuerez-vous à privilégier le capital et les plus riches, qui rendent si peu aux Français, ou soutiendrez-vous enfin l'économie réelle, la consommation, en redistribuant les richesses que nous produisons, en augmentant fortement les salaires et les pensions ? (*Mêmes mouvements.*)

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre de l'action et des comptes publics.

M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics. Monsieur Fabien Roussel, permettez-moi tout d'abord de saluer votre action. Je sais que vous avez interpellé M. le ministre de l'économie et des finances au sujet du dossier Vallourec. Je serai votre porte-parole avec Mme Gény-Stephann. Vous défendez votre territoire et nous relaierons votre message.

Revenons à votre question. Manifestement, nous n'avons pas le même diagnostic de la situation. Vous connaissez mon honnêteté intellectuelle (*Exclamations et rires sur les bancs du groupe LR.*)

M. Christian Jacob. Que ne faut-il pas entendre !

M. Gérald Darmanin, ministre . Jugement d'expert, monsieur Jacob !

Nous avons en commun, monsieur Roussel, une ville que nous aimons : Saint-Amand-les-Eaux. Vous êtes le courageux député de la circonscription et j'ai rencontré, sur la place de Saint-Amand, deux personnes qui, m'ayant reconnu, m'ont apporté des témoignages qui contredisent vos propos, que je ne sous-estime pas pour autant.

La première, une dame, qui vit dans un coron du quartier le plus populaire de cette ville, le Limon, avait eu du baume en cœur en voyant augmenter son minimum vieillesse. Il a du reste tant augmenté que nous demandons à certains de consentir des efforts. Ils serviront à augmenter les retraites de ceux qui touchent 700 à 800 euros par mois. Il me semble qu'au temps de mon jeune âge, les communistes défendaient ce type de mesure. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

Par ailleurs, et nous ne sommes pas très loin de Vallourec, une autre personne m'a dit combien la mesure de défiscalisation, de désocialisation des heures supplémentaires était judicieuse – 11 % de pouvoir d'achat en plus. Sans compter la prime d'activité, la baisse des cotisations, la suppression de la taxe d'habitation.

Oui, le rendez-vous est au travail, monsieur le député, et nous voulons limiter la pauvreté, comme le disait Victor Hugo, mais sans limiter la richesse, contrairement à vous. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [M. Fabien Roussel](#)

Circonscription : Nord (20^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1152

Rubrique : Pauvreté

Ministère interrogé : Action et comptes publics

Ministère attributaire : Action et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [13 septembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [13 septembre 2018](#)